

COMMUNE DE SOISY-SUR-ECOLE



**ARRÊTÉ DU 18 AVRIL 2023 N°2023-33**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**PORTANT SUR L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE**  
**PUBLIC PAR « FOOD TRUCK LULU BURGER »**

**Occupation temporaire de la voie publique**

Place de l'ancienne gare  
Food truck LULU BURGER

**Permissionnaire**

Monsieur VINCENT Ludovic  
16 rue de la Vallée Masson  
45330 ORVEAU BELLESAUVE

**Lieu**

Place de l'Ancienne Gare

**Période**

À partir du jeudi 04 mai 2023 de 18 H à 22H30, uniquement en semaines paires

**Le Maire de la Commune de Soisy-sur-École,**

**Vu** le Code de la Route, et notamment les articles R325-14, R411-21-1, R411-26, R412-29 à R412-33, R 417-6 et R417-10,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2131-1, L2131-2, L2212-1, L2212-2, L2213-1 à L2213-6.1,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Collectivités territoriales, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

**Vu** le code de la voirie routière et notamment ses articles L115-1, L116-1 à L116-8, L141-2 et R116-1 à R116-2,

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, huitième partie – signalisation temporaire),

**Vu** le Code du Commerce,

**Vu** l'arrêté N°2022- 26 du 19 février 2022 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur LEFEVRE Franck concernant le domaine de la voirie,

**Considérant** la demande et les pièces reçues en date du 18 avril 2023 par laquelle Monsieur VINCENT Ludovic, gérant de la SARL LULUBURGER sollicite l'autorisation d'occuper l'espace public, pour la vente de repas dans un équipement mobile (Food Truck),

**Considérant** que l'emplacement est disponible au jour demandé,

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser les occupations du domaine public communal et de les réglementer, dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité, de la circulation des piétons et des différents usagers du domaine public,

## **ARRÊTÉ**

**Article 1** : A partir du jeudi 04 mai 2023 de 18H00 à 22H30, Monsieur VINCENT Ludovic est autorisé à occuper le domaine public Place de l'Ancienne Gare pour l'installation d'un Food Truck « LULUBURGER » immatriculé R.C.S Orléans n° 905 278 354, uniquement les semaines paires.

**Article 2** : Il est expressément entendu que Monsieur VIINCENT pourra occuper un emplacement pour son seul véhicule immatriculé FC-713-GY et son matériel. Tout autre véhicule n'ayant aucun lien avec le commerce ambulant ne sera pas autorisé.

**Article 3** : La présente autorisation est accordée du 04 mai 2023 au 31 décembre 2023. Elle est personnelle, incessible. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement sur demande écrite au plus tard un mois avant son échéance.

**Article 4** : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal en date du 09/12/2019 : 10 € par journée pour un séjour prolongé d'un camion de burgers frites sur emplacement équipé, soit 10€ x 1 jour par semaine, les jeudis de 18h00 à 22h30, uniquement les semaines paires. Un titre de recette sera émis chaque trimestre pendant la durée de l'autorisation. Il appartient à Monsieur VINCENT d'avertir la commune par courriel ([mairie@soisysurecole.fr](mailto:mairie@soisysurecole.fr)) au moins 24 heures à l'avance si l'emplacement n'est pas utilisé pour cause de congés, arrêts maladie ou autre empêchement. Sans quoi, la journée sera due.

**Article 5** : La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles ou festivités communales. Dans ce cas, l'autorisation pourra être maintenue aux jours et heures d'ouverture habituels, mais l'emplacement initial pourra être modifié à la demande des services municipaux.

**Article 6** : Monsieur VINCENT se contentera de l'éclairage public existant, il n'est pas autorisé à installer des tables et des chaises. Monsieur VINCENT veillera à conserver l'emplacement dans

un parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration ou salissures constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs des pétitionnaires.

**Article 7 :** L'occupant du domaine public assume l'entière responsabilité des faits pouvant lui être imputable.

**Article 8 :** La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par les occupants des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 9 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Pendant la durée de l'événement, un panneau portant copie du présent arrêté sera apposé sur la zone.

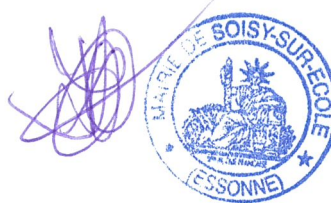
**Article 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Évry dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 11 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal dressé par les forces de l'ordre et pourront donner lieu à des poursuites.

**Article 12 :** Madame le Maire de la commune de Soisy-sur-École ou son représentant, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Milly-la-Forêt et toutes autorités administratives et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Soisy-sur-Ecole, le 18 avril 2023,

Pour le maire et par délégation  
L'adjoint délégué à la voirie  
LEFEVRE Franck



Ampliation du présent arrêté est transmis à :  
-Monsieur VINCENT Ludovic

*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1976 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus renseignée.*

